

l'entretien

« Il faut distinguer les bonnes et mauvaises inégalités »

Avec son livre « Les vertus de l'inégalité », le chercheur Marc De Vos veut changer les postulats du débat très actuel sur le creusement des inégalités dans le monde.

L'économiste, à la tête de l'Institut Itinera, n'y a pas par quatre chemins : pour Marc De Vos, il y a aujourd'hui une obsession de l'inégalité que comme un mal, dans la mesure, notamment, des travaux de Piketty. L'analyse du Français serait pourtant volontairement biaisée, découlant sur un mauvais diagnostic, qui ne veut mener... qu'à de mauvaises remèdes.

Car, dit le chercheur, les inégalités, c'est comme le cholestérol : il y en a de bonnes et de mauvaises. « Je ne suis pas un anti-Piketty, je suis post-Piketty. Je dis, oui il y a un problème, mais il faut bien définir de quoi on parle. Piketty est intellectuellement brillant, mais ce qu'il fait, c'est de la manipulation. Parce qu'il est politisé. Il lui faut des revenus... »

Un rapport publié à la mi-décembre par une centaine d'économistes montre une hausse des inégalités partout dans le monde. Votre livre dénonce justement une obsession autour de la thématique. Vous niez l'existence d'une problématique ?

Au contraire : je redéfins le problème des inégalités. C'est le but du livre, qui n'est pas négationniste. Il faut bien mesurer avant de pouvoir comprendre. La manière dont on présente aujourd'hui l'inégalité n'aide pas à comprendre son pourquoi. On photographie l'écart entre le sommet et la base à des moments donnés, on mesure la distance entre les X% les plus riches et les X% les plus pauvres. Et on compare donc des pommes et des poires.

Piketty a faussé le débat, dites-vous. Pourquoi ?
Les travaux de Piketty ont une grande valeur. Il a mis sur la table la question du capital. C'est une question très importante. Son problème, c'est qu'il a un agenda politique, égalitariste, qui le stimule à avoir une approche biaisée. À avancer aussi des solutions qui ne sont pas. Par exemple tazer les hauts patrimoines à 70 %. ça rédui-

rait un peu l'écart, mais ça ne changerait pas la dynamique. Qu'est-ce que cela changerait aux dynamiques familiales par exemple ? Le millionnaire qui doit payer un peu plus change-t-il la manière dont il prend soin de ses parents ? Et pour les autres, qu'est-ce que cela changerait ? Tout dépend de ce que l'on fait avec cet argent. Le problème de Piketty est méthodologique.

À quel niveau ?
Un : il mesure ce qu'il ne doit pas mesurer. Sa thèse est de dire que les détenteurs de capital obtiennent plus de retours économiques que ceux qui travaillent et que la seule chose à faire est de les tazer plus. Or, il inclut dans ce capital les biens immobiliers, qui ne sont pas des facteurs productifs. Les biens immobiliers ont été accumulés parce qu'on a vécu 70 ans de paix. Si l'on refait les calculs de Piketty en excluant les biens immobiliers, les inégalités ne sont pas aussi importantes qu'il nous n'apparaissent plus. Deux : il ne mesure pas ce qu'il doit mesurer, à savoir le capital humain. C'est incroyable ! Je

t'appelle « Marx 2.0 ». On n'est plus au XIX^e siècle, ce n'est plus le travail physique contre le capital financier. Aujourd'hui, on est capable de mesurer le capital humain. Il ne faut donc pas se préoccuper de l'héritage financier, mais de l'héritage du talent.

Quelle est votre analyse ?
Il y a un constat : des pans de nos économies se sont détachés des uns des autres. Comment alors assurer qu'il y a davantage de retours sur investissement ? Comment le faciliter ? C'est ce que veut définir mon livre. Cela aura-t-il un impact social ? Est-on en train de devenir une République bananière, où une élite que personne ne connaît est en mesure d'influencer les choses ? Question très légitime. La polarisation de l'économie rend-elle encore possible la mobilité sociale, l'accession aux sommets ? Voilà ce sur quoi nous devons réfléchir. Les inégalités ne sont pas le problème en soi, mais le symptôme de notre modèle économique. L'inégalité brute sort de l'activité économique. Il faut ensuite distinguer les bonnes et mauvaises inégalités. Si vous êtes un Ronaldo de l'économie, vous êtes aujourd'hui dans une période glorieuse, avec devant vous un marché mondialisé et des tas d'opportunités. On parle là d'une élite économiquement apte, dont le revenu est mondial. Mais au niveau statistique, on est bien obligé de s'investir comme un revenu national. Et donc, évidemment, la comparaison est dénuée.

Mais cela veut-il dire que ces personnes au sommet ont capturé une partie du gâteau d'autres personnes ? Non ! Or, Piketty présente les choses de cette façon. Ce n'est pas un problème commun. La croissance dans l'économie s'est polarisée. Il y a un problème global de croissance mais derrière cette moyenne, certains segments ont vu leur capacité de gains économiques augmenter de façon presque phénoménique tandis que de grands segments connaissent quasiment un statu quo, du fait des délocalisations, de la numé-

risation ou parce que la production est stagnée et qu'il n'y a pas de travail physique contre le capital financier. Ce n'est donc pas du vol, on n'est pas dans une économie de vampires !

Il y aurait de bonnes inégalités ?
Oui. Aujourd'hui, Piketty et ses pairs ne font pas la distinction. Ce qui revient à dire qu'un Madoff est à mettre dans le même sac qu'un Steve Jobs ! La valorisation de la diversité humaine entraîne une inégalité économique. Mais qui sont les milliardaires qui détiennent X% des richesses mondiales ? Il faut se poser la question. Est-ce que c'est un napoléon, un héritier, quelqu'un qui a fait sa propre fortune ? Sans cette distinction, on dévalue l'investissement dans l'intégration européenne, le marché du travail, les pensions, les soins de santé, le vieillissement et l'État-providence, à la fois au niveau national et international.

Au niveau social aussi, il faut faire cette distinction ?
Le deuxième niveau de mon cadre de référence porte sur le modèle social. Le deuxième pilier de notre modèle social, c'est prendre une partie de la création de richesses et la redistribuer en investissant dans la politique sociale à des fins d'égalité des chances, pas d'égalité de résultats. C'est essayer de combler les différences personnelles et familiales et de permettre à tout et à chacun de s'exprimer... ■

Propos recueillis par ALINE GOOT ET CORENTIN DI PRIMA



« Piketty et ses pairs ne font pas la distinction entre un Madoff et un Steve Jobs »



Pour Marc De Vos, il est indispensable d'aborder d'un tout autre angle le débat sur les inégalités.

MARC DE VOS
 Les vertus de l'inégalité
 Saint-Simon
 265 pages, 19,90 €

Belgique « L'écart se creuse moins chez nous : pas de quoi se réjouir »

Les inégalités n'augmentent pas, selon vous ?
Regardez la Belgique : la distance entre le sommet et la base ne se creuse pas tellement. Je rejets ce qui en question : cette photographie ne dit rien sur l'évolution d'une même famille dans le temps, par exemple. Je constate notamment que quand vous êtes immigrés non européens chez nous, après trois générations, vous êtes toujours en bas. Il n'y a pas de mobilité sociale. Ce constat n'est donc pas réjouissant ; on est en manque en Belgique de création de nouvelles richesses, en Europe aussi. Les Américains ont une très mauvaise politique sociale, mais là-bas, dans les 0.01% des plus riches, il y a des héritiers. Ce sont des entrepreneurs, c'est la Silicon Valley, Wall Street. C'est l'opposé de ce que prévoit Piketty pour le futur.

La thématique de l'inégalité ne se limite pas à l'enrichissement des riches ?
Oui. La question est très étonnante. Mais il faut arrêter de confondre pauvreté et inégalité, tout comme fiscalité et inégalité. L'inégalité n'est pas une difficulté en soi, mais elle est difficile à gérer. L'inégalité, c'est le fait que dans une même société, avec la même économie, la même politique fiscale et sociale, il y a des groupes dont les parcours sont radicalement différents. Si c'était uniquement riches et pauvres, on redistribuerait plus, et ce serait résolu, mais le problème n'est pas là.

À vous lire, on pourrait penser que pour un Steve Jobs soit possible en Belgique, notre modèle social est un frein, là où les États-Unis connaissent davantage de mobilité sociale, mais des inégalités beaucoup plus grandes. Est-ce le cas ?
L'évolution économique donne, aujourd'hui, une polarisation des revenus, présente partout parce qu'on est dans une économie de la connaissance, de services, numérique, bref, une économie globalisée. C'est un changement fondamental et un progrès formidable, unique, quand on regarde l'état du monde dans sa globalité. Mais ça a des conséquences chez nous. Si, aujourd'hui, vous avez du talent qui a été nourri et développé et que vous êtes un boss, ça n'a jamais été aussi facile d'avoir du succès. Par conséquent, vous n'avez pas cela, ça n'a jamais été aussi difficile d'en avoir. Mais nous assistons donc à un progrès énorme, parce que le succès économique dépend beaucoup plus de vous-même que de facteurs extérieurs que vous ne maîtrisez pas. Cette nouvelle donne du développement du capitalisme humain nous pousse à réévaluer nos politiques sociales.

On confond inégalité et pauvreté ?
Oui. La question est très étonnante. Mais il faut arrêter de confondre pauvreté et inégalité, tout comme fiscalité et inégalité. L'inégalité n'est pas une difficulté en soi, mais elle est difficile à gérer. L'inégalité, c'est le fait que dans une même société, avec la même économie, la même politique fiscale et sociale, il y a des groupes dont les parcours sont radicalement différents. Si c'était uniquement riches et pauvres, on redistribuerait plus, et ce serait résolu, mais le problème n'est pas là.

« Derrière l'inégalité économique, il y a une part importante d'inégalité familiale »



« Derrière l'inégalité économique, il y a une part importante d'inégalité familiale »

Dans quel sens ?
Plus progressif. Investir là où il y en a besoin, alors que chez nous, le modèle social dont on a hérité est un modèle d'assurance généralisée et standardisée : tout le monde a la même protection. Cela ne correspond plus à la réalité et à des effets pervers. La politique sociale doit selon moi basculer vers une certaine diversité, ce qui ne soit pas focalisé uniquement sur les individus et les familles mais sur les quartiers, les régions, etc. Car il y a une énorme diversité dans les inégalités. Si l'on ne fait rien, on va faciliter une certaine prédestination de l'inégalité par la confluence de certains facteurs. On peut presque prévoir que les inégalités vont continuer à se creuser : vers davantage d'inégalité familiale, générationnelle et intergénérationnelle. Ce n'est pas la société idéale. On doit être beaucoup plus ambitieux et volontaristes par rapport à l'égalité des chances. ■

Propos recueillis par A.C. ET C.D.P.

la carte blanche



Christophe Lacroix Ancien ministre wallon du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, chef du groupe PS du Sénat

Révolution numérique : le temps est venu de soigner les causes et non les symptômes

L'innovation technologique doit concourir au progrès et au bien-être de l'humain et non à sa détérioration. Le Pacte social est indispensable.

Je suis souvent étonné de voir avec quelle absence de recul et de prospective mon pays aborde la révolution numérique en préparation, en particulier la robotisation et l'irruption de l'intelligence artificielle. Cette quatrième révolution industrielle risque pourtant bien de provoquer, dans les dix à vingt ans à venir, un sens de fatigue à des degrés élevés. Cette tension entre la prospérité économique à la base d'une redistribution solidaire des richesses, la volonté d'une innovation permanente et la place centrale que doit occuper

l'humain dans tout choix politique. C'est aveuglement, cette forme de l'aveuglement, qui nous conduit, en une globalisation mondiale béate porteur de progrès constituant le pilier de la pensée ultralibérale ; ce n'est pas nouveau.

La gauche responsable quant à elle, celle qui parie non sur les péris, de nos concitoyens mais bien sur leur intelligence, doit saisir avec enthousiasme et volonté de la manière dont il faudra accompagner cette transition. L'intégrer dans une démarche inclusive où les nouvelles technologies et la robotisation servent l'humain sans l'asservir et en profiter pour poser les jalons d'une transformation de la place du travail au XXI^e siècle.

Car contrairement aux précédentes révolutions technologiques, où principalement seules les tâches répétitives, ingrates et moyennes, certains segments ont vu leur capacité de gains économiques augmenter de façon presque phénoménique tandis que de grands segments connaissent quasiment un statu quo, du fait des délocalisations, de la numé-

Des algorithmes se substitueront peut-être un jour aux élus, pulvérisant nos régimes démocratiques

rement robotisées où un humanoïde vous accueille à votre arrivée et vous tend sa carte de visite et vous tend sa carte de visite et vous tend sa carte de visite et vous tend sa carte de visite

Ne rien faire et laisser le marché décider, c'est abandonner des dizaines de millions de personnes dans un avenir incertain, qui entrera les plus précaires d'entre nous et qui fragilisera aussi les classes moyennes dont la paupérisation est largement amorcée. C'est aussi une forme de lâcheté inconsciente : ne pas s'empêcher d'un monde nouveau à construire alors que l'ancien monde disparaît et ne reviendra jamais.

Tout redigiter par des contraintes stérilisantes alors que le monde change autour de nous et que les aspects potentiels positifs de cette évolution pourraient apporter des réponses fondamentales aux problèmes posés n'est pas une solution. Le frein à l'innovation est tout aussi inacceptable.

Pourrait-on concevoir, tout ce que nous savons faire, sous transcrite en un algorithme logé dans le Big data que les robots pourraient s'approprier pour nous remplacer ? J'en doute. Mais la question est légitime. Mais la question est légitime. Mais la question est légitime.

Un monde où les robots se créeraient à la tâche pour que les humains puissent mieux vivre peut-être, mais les bénéfices de cette automation extrême seraient-ils distribués autrement qu'aux seuls actionnaires ? Ces gains doivent contribuer au financement de mesures telles que le maintien d'une sécurité sociale forte et

universelle, la réduction du temps de travail, la modernisation de notre système éducatif, le renforcement qualitatif de la formation aux nouveaux métiers, l'accès à l'éducation permanente et à la culture... Il s'agit également de repenser globalement

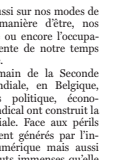
Ne serait-il pas temps d'associer la révolution numérique à une révolution intellectuelle ?

de façon équilibrée l'ensemble de la fiscalité des entreprises dans ce contexte. Je soulhate dès à présent qu'une réflexion profonde doit menée au sein du Sénat, afin d'appréhender les conséquences qu'ont et auront la numérisation et les avancées technologiques sur notre économie, mais aussi sur nos modes de vie, notre manière d'être, nos choix de vie et encore l'occupation de notre temps devenu libre.

Un lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en Belgique, les mondes politique, économique et syndical ont construit la sécurité sociale. Face aux périls sans précédent générés par l'innovation numérique mais aussi face aux atouts immenses qu'elle recèle, j'en appelle à un nouveau pacte social qui constituera le socle partagé et solidaire d'un humanisme numérique. Avec demain, 200 millions de demandeurs d'emploi de par le monde, ne serait-il pas temps de rendre les inégalités audibles et d'associer à la révolution numérique à une révolution intellectuelle ?

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), sur LeDDFR

le tweet



Anthony Gardner Ancien ambassadeur américain auprès de l'Union européenne

Chacun doit prendre ses responsabilités face au changement climatique. L'évolution vers une économie moins carbonée est inéluctable »

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), sur LeDDFR

le tweet

Anthony Gardner Ancien ambassadeur américain auprès de l'Union européenne

Peut-être que Trump et Kim Jong-un pourraient mettre leurs boutons nucléaires sur la table en même temps et le mesurer, avant de retourner à la manœuvre.